



HAL
open science

Le chef et le tas d'ordures

Emilie Guitard

► **To cite this version:**

Emilie Guitard. Le chef et le tas d'ordures . Politique africaine, 2012, 3 (127), pp.155-177. halshs-00818917

HAL Id: halshs-00818917

<https://shs.hal.science/halshs-00818917v1>

Submitted on 29 Apr 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Émilie Guitard

Le chef et le tas d'ordures : la gestion des déchets comme arène politique et attribut du pouvoir au Cameroun

À Garoua et Maroua, au nord du Cameroun, les détenteurs du pouvoir entretiennent depuis longtemps une relation ambivalente avec l'ordure. Les accumulations de déchets se révèlent alternativement emblèmes, sources ou manifestations de la capacité ou de l'incapacité des autorités politiques à gérer la ville et ses habitants. L'analyse diachronique des façons de percevoir et de gérer les déchets dans ce contexte offre une clé de lecture originale des enjeux et des affrontements politiques locaux. Elle nous éclaire également sur la nature même du pouvoir tel qu'il est pensé dans ces deux villes moyennes africaines.

À Garoua et Maroua, villes moyennes et chefs-lieux des régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun¹, un proverbe dit que « le grand chef doit être comme le grand tas d'ordures »². Surprenante homologie pour l'oreille occidentale, entre la détention du pouvoir par un individu et le déchet accumulé en quantités, qui s'avère même embarrassante à la lumière des défaillances qu'on connues durant plusieurs décennies la collecte des déchets dans ces deux villes, envahies jusqu'à récemment par les ordures de leurs habitants.

La « poubellisation »³ des villes africaines n'est pas le seul fait du Cameroun, mais concerne aussi nombre d'autres pays du continent. C'est pourquoi, pressés par l'urgence sanitaire et sous l'impulsion des politiques développementistes nationales et internationales, quelques chercheurs en sciences sociales, spécialistes de l'urbain en Afrique, étudient depuis le début des années 1980 les modes de traitement institutionnels et populaires des déchets. Ils s'intéressent aussi aux représentations du sale et du propre et de l'ordre et du désordre qui les sous-tendent, que ce soit sous l'angle de la santé et de l'hygiène⁴, de la sociabilité citadine⁵ ou de la gouvernance urbaine au quotidien⁶.

1. Les données présentées ici sont le fruit d'une enquête ethnographique menée auprès de plusieurs foyers, des autorités traditionnelles et administratives, et de la société de collecte Hysacam, à Garoua, Maroua et leurs environs, au Cameroun, dans le cadre d'un doctorat d'anthropologie, de décembre 2006 à mars 2011.

2. On retrouve également ce proverbe dans les répertoires de nombreux groupes du Nord du Cameroun (Wandala, Guiziga, notamment) mais aussi chez les Haoussa du Nigeria, ou encore les Mossi du Burkina-Faso.

3. Y. Deverin-Kouanda, « De la fertilité rurale à la nuisance urbaine : les difficiles variations culturelles du *tampuure* (tas d'ordures) en pays mossi (région de Ouagadougou-Burkina Faso) », *Géographie et cultures*, n° 6, 1993, p. 121-134.

4. A. Poloni, « Sociologie et hygiène. Des pratiques de propreté dans les secteurs périphériques de Ouagadougou », in D. Fassin et Y. Jaffré (dir.), *Sociétés, développement et santé*, Paris, Ellipses/Aupelf-Uref, 1990, p. 273-287 ; S. Van Der Geest et N. Obirih-Opareh, « Liquid Waste Management in Urban and Rural Ghana: Privatisation as Governance? », in G. Blundo et P.-Y. Le Meur (dir.), *The Governance of Daily Life in Africa. Public and Collective Services and their Users*, Leiden, Brill, 2009, p. 205-222 ; F. Enten, « L'hygiène et les pratiques populaires de propreté. Le cas de la collecte des déchets à Thiès (Sénégal) », in D. Bonnet et Y. Jaffre (dir.), *Les Maladies de passage : transmissions, préventions et hygiènes en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 2003, p. 375-402.

5. M. Jolé, « Gérer ses résidus en public : R'bati, Slaoui, et habitants de Temara aux prises avec leurs déchets », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 53, 1991, p. 32-39 ; D. Lesbet, « La résistance des ordures à Alger : urbanisation et perte des valeurs citadines », in M. Segaud (dir.), *Le Propre de la ville : pratiques et symboles*, La Garenne-Colombes, Éditions de l'Espace Européen, 1992, p. 207-219 ; F. Navez-Bouchanine, « L'espace limitrophe : entre le privé et le public, un no man's land ? La pratique urbaine au Maroc », *Espaces et sociétés*, vol. 62, n° 2, 1990, p. 135-160 ; J. Bouju, *Les Incivilités de la société civile. Espace public urbain, société civile et gouvernance communale à Bobo-Dioulasso et Bamako (Communes 1 et 2)*, Aix-en-Provence, Institut d'Études Africaines, Programme Recherche Urbaine et Développement, Gemdev-Isted, 2004.

6. J. Bouju et F. Ouattara. *Une anthropologie politique de la fange : conceptions culturelles, pratiques sociales et enjeux institutionnels de la propreté urbaine (Burkina-Faso)*, Marseille/Ouagadougou, PS-Eau/PDM, Shadyc/Gril, Rapport, 2002 ; É. Dorier-Apprill, C. de Miras, *Gestion des déchets urbains et aide à la décision*

Si tous s'accordent pour définir le champ de la gestion des déchets et de l'assainissement comme une « arène éminemment politique »⁷, la plupart l'ont cependant appréhendé comme un service public parmi d'autres, tels que l'éclairage, l'entretien de la voirie ou l'accès aux services de santé⁸. L'ethnographie des discours et des pratiques de manipulation des déchets des citoyens comme des acteurs politiques de Garoua et Maroua permet pourtant de reconsidérer la gestion des substances, matériaux et objets « déchet » non plus seulement comme un enjeu du politique, mais également comme un véritable « attribut » de pouvoir. Construits selon un processus historique d'« évolution inclusive »⁹ dans lequel différents registres de pensées et d'actions se combinent sans se réfuter, les rapports particuliers entretenus par les citoyens nord-camerounais avec les déchets, leurs accumulations (tas d'ordures) ou, depuis plus récemment, les dispositifs techniques de collecte (poubelles, bennes) révèlent une « gouvernamentalité »¹⁰ particulière de l'ordure. Celle-ci est à l'œuvre à la fois dans les « techniques de soi »¹¹ exercées par les individus pour se gouverner eux-mêmes et dominer les autres, et dans les discours et les pratiques de gouvernement des élites locales.

Cet article posera dans un premier temps le cadre de l'« arène politique » de la gestion des déchets dans ces deux villes moyennes africaines, avant d'explorer dans un second temps la nature particulière des liens entre le pouvoir et les déchets, agis et pensés par les habitants de Garoua et Maroua. Nous le ferons à l'aide de la « boîte à outils » méthodologique et théorique de la « subjectivation »¹² des individus par leur culture matérielle, telle qu'elle est proposée par J.-P. Warnier¹³.

L'« arène politique » de la gestion des déchets à Garoua et Maroua

municipale : Municipalité de Mopti (Mali) et Circonscription Urbaine de Porto Novo (Bénin), Marseille, Programme gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain, PS-Eau/PDM, Rapport final, 2002, <http://www.pseau.org/epa/gdda/Actions/Action_D08/Rapport_final_Vol1_D08.pdf> ; J.-P. Olivier de Sardan, G. Blundo, É. Hahonou, *La question des déchets et de l'assainissement dans deux villes moyennes du Niger*, Programme Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain, PS-Eau/PDM, Rapport final, 2002, <http://www.pseau.org/epa/gdda/Actions/Action_A03/rapport_final_A03.pdf> ; M. Mérino, *Déchets et pouvoirs dans les villes africaines : l'action publique de gestion des déchets à Nairobi de 1964 à 2002*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2010, G. Blundo, « Des ordures et des hommes : la gouvernance de l'assainissement à Dogondoutchi », in J.-P. Olivier de Sardan, M. Tidjani Alou (dir.), *Les pouvoirs locaux au Niger. Tome 1 : À la veille de la décentralisation*, Paris, Codesria/Karthala, 2009, p. 113-150.

7. J. Bouju, « L'assainissement et la gouvernance urbaine », in L. Atlani-Duault et L. Vidal (dir.), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement : des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin, 2009, p. 125.

8. G. Blundo et P.-Y. Le Meur (dir.), *The Governance of Daily Life in Africa...*, op. cit.

9. « Contrairement à l'histoire de la médecine occidentale où une théorie en contredit souvent une autre (théories aériste, contagionniste, infectionniste, hygiéniste, etc.), dans les sociétés ouest-africaines aucune ne souffre de la contradiction. [] Se dévoile alors un croisement de savoirs qui sont le fruit de l'histoire de l'Afrique et de l'influence de divers courants de pensée (islam, théorie pasteurienne, etc.) » : D. Bonnet, « Transmissions, préventions et hygiènes en Afrique de l'Ouest, une question anthropologique », in D. Bonnet et Y. Jaffre (dir.), *Les Maladies de passage*, op. cit., p. 9 et 13.

10. « J'appelle "gouvernamentalité" la rencontre entre les techniques de domination exercées sur les autres et des techniques de soi », M. Foucault, *Dits et Écrits, 1954-1975*, Tome 1, Paris, Gallimard, 2001, p. 1604.

11. « Procédures, comme il en existe sans doute dans toute civilisation, qui sont proposées ou prescrites aux individus pour fixer leur identité, la maintenir ou la transformer en fonction d'un certain nombre de fins, et ceci grâce à des rapports de maîtrise de soi sur soi et de connaissance de soi par soi », M. Foucault, *Les Mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1989, p. 134.

12. « Il y a deux sens au mot "sujet" : sujet soumis à l'autre par le contrôle et la dépendance, et sujet attaché à sa propre identité par la conscience ou la connaissance de soi. Dans les deux cas, ce mot suggère une forme de pouvoir qui subjugué et assujettit », M. Foucault, *Les Mots et les choses*, op. cit., p. 227.

13. J.-P. Warnier, *Construire la culture matérielle : l'homme qui pensait avec ses doigts*, Paris, PUF, 1999 ; J.-P. Warnier, *Régner au Cameroun : le Roi-Pot*, Paris, Karthala, 2009 ; et avec J.-F. Bayart (dir.), *Matière à politique : le pouvoir, le corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004.

Une exégèse courante du proverbe cité plus haut avance que si le leader est sans cesse couvert de plaintes et d'insultes par ses administrés, il doit, pareil à un grand tas d'ordures, tout accepter patiemment sans mot dire. Elle reflète de fait la ligne de conduite tenue durant ces trente dernières années par les autorités municipales des deux villes face à la colère et la détresse de leurs citoyens, voyant l'espace urbain progressivement envahi par les déchets. Le système de collecte mis en place sous l'administration coloniale française, puis repris et développé à l'indépendance par les autorités municipales camerounaises, réduit en effet ses activités à partir des années 1980, jusqu'à son quasi-arrêt au début des années 2000. Nombre de grands dépotoirs se développent alors dans l'espace urbain.

L'évolution récente de la gestion des déchets et de l'assainissement à Garoua et Maroua est à ce titre emblématique de ce qui a pu se produire dans nombre d'autres villes africaines¹⁴. Elle traduit une véritable crise de la gouvernance de ces villes, à la fois cause et conséquence des relations conflictuelles entre les institutions, mais aussi de celles-ci avec les citoyens. En effet, cette compétence « touche aux domaines emblématiques de l'interventionnisme municipal, et [fait] partie des indicateurs à travers lesquels les citoyens jugent leurs édiles »¹⁵.

Vie et mort d'un service municipal de gestion des déchets

Les deux villes, fondées dans la première moitié du XIX^e par des conquérants peuls sur des sites occupés par des chefferies adamawa et tchadiques, ont d'abord été administrées par des autorités peules musulmanes¹⁶. Dans un contexte d'habitat encore lâche, ces institutions interviennent alors peu dans la gestion des déchets de leurs administrés. En milieu rural, et avant la conquête peule, certains chefs tchadiques imposent toutefois à leurs sujets de venir régulièrement jeter leurs déchets sur un grand tas d'ordures érigés devant leur concession, au cœur du village. En ville, les citoyens doivent également déposer leurs déchets devant les concessions des chefs islamo-peuls¹⁷, afin d'éviter qu'ils ne soient éparpillés dans l'espace urbain, tandis qu'un notable est chargé de surveiller la propreté des espaces collectifs. La gestion des déchets demeure pourtant en apparence une affaire essentiellement privée, réglée au sein de la concession par l'évacuation des eaux usées dans des latrines à fond perdu et des restes irrécupérables dans une fosse, puis avec la densification progressive du bâti, sur le tas d'ordures le plus proche.

Dans la première moitié du XX^e siècle, l'administration coloniale allemande puis celle, française, de Garoua et Maroua laissent l'entretien des espaces publics urbains à la charge des autorités traditionnelles, contrairement à ce qui se passe dans d'autres villes africaines plus importantes¹⁸. Ce n'est qu'à la fin des années 1950 que l'administration coloniale instaure un embryon de collecte dans les quartiers centraux et administratifs des deux villes, ainsi que des services d'hygiène chargés de contrôler la propreté des habitations. Dans les années 1960 et 1970, l'intensification de la collecte municipale des déchets, avec la multiplication des bennes vidées régulièrement par camion, participe du développement des communes urbaines du

14. Sur Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, voir J. Bouju et F. Ouattara, *Une anthropologie politique de la fangeï*, op. cit. ; sur Mopti et Porto Novo, voir É. Dorier-Apprill, C. de Miras, *Gestion des déchets urbains*, op. cit. ; sur Dogondoutchi, voir J.-P. Olivier de Sardan, G. Blundo, É. Hahonou, *La question des déchets*, op. cit. ; sur Nairobi, voir M. Mérino, *Déchets et pouvoir*, op. cit.

15. M. Finken, *Gouvernance communale en Afrique et au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 135.

16. Voir J. Boutrais, « Les sociétés musulmanes », in J. Boutrais (dir.), *Le Nord du Cameroun : des hommes, une région*, Paris, Orstom, 1984, p. 233-261 ; et pour Maroua, voir C. Seignobos, « Maroua, évolution historique », in C. Seignobos et O. Iyébi-Mandjek (dir.), *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*, Paris, IRD, 2004, p. 151.

17. Fulbæ (voir note 44) et alliés musulmans kanuri et haoussa, mais aussi autochtones islamisés et « foubésés » : C. Seignobos et H. Tourneux, *Le Nord-Cameroun à travers ses mots*, Paris, IRD/Karthala, 2002, p. 109-110.

18. O. Goerg, *Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains : Conakry-Freetown des années 1880 à 1914*, vol. 2, Paris, L'Harmattan, 1997 ; L. Fourchard, *De la ville coloniale à la cour africaine : Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute Volta), fin XIX^e siècle-1960*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 67-70.

nord du pays, à commencer par Garoua, ville d'origine du premier président de la République Ahmadou Ahidjo¹⁹ et vitrine de la modernité urbaine camerounaise (aéroport international, boulevard périphérique et réseau d'éclairage public, etc.). Pourtant, la dégradation progressive du service municipal de gestion des déchets à partir des années 1980 transforme rapidement la « ville-lumière » en « ville-poubelle », à l'instar de sa voisine Maroua.

En 1982, l'accession mouvementée de Paul Biya au pouvoir précède de quelques années une crise économique majeure, qui réduit fortement les investissements publics. Les agents municipaux des deux villes n'hésitent pas alors à incriminer le manque de moyens financiers et techniques dans le dysfonctionnement du service de collecte. Celui-ci serait certes dû à la « crise » et à l'incivisme fiscal des citoyens, mais aussi et surtout au désengagement de l'État dans le budget des communes²⁰. Garoua serait par ailleurs victime d'être la ville natale du prédécesseur de Paul Biya. Comme le signale un agent municipal : « C'est tout le Septentrion [partie nord du Cameroun] qui paie, mais Garoua encore plus. Tout le Septentrion est puni, mais Garoua est chicotée en plus ! Tout le Nord est en prison, mais Garoua porte l'eau chaude sur sa tête ! »²¹. Pour autant, nombreux sont ceux qui reconnaissent aussi la mauvaise gestion du budget par la commune elle-même, du fait de l'incompétence ou de la corruption de ses agents.

La décennie 1990 inaugure un processus officiel de démocratisation et de décentralisation. Il laisse pourtant entrevoir rapidement les velléités d'omnipotence et de recentralisation du pouvoir en place, lors notamment de l'instauration troublée du multipartisme puis de la réélection contestée de Paul Biya en 1992²². En 1993, les deux villes passent du statut de « communes urbaines » à celui de « communes urbaines à régime spécial » (à l'instar de Douala et Yaoundé) : elles sont désormais dirigées par un délégué du gouvernement nommé par décret du président de la République. Face à l'instauration du multipartisme, ce changement de statut s'apparente à un renforcement du contrôle de l'État sur ces deux communes²³, alors que l'UNDP (Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès), « parti du Nord » et d'opposition, a réalisé d'excellents scores aux législatives de mars puis à la présidentielle d'octobre 1992.

De fait, les élections municipales de 1996 voient l'UNDP remporter la majorité des sièges dans les conseils municipaux des deux villes²⁴. Cette nouvelle configuration politique se traduit à Garoua par le gel de toutes les activités de la commune, notamment la collecte des déchets. C'est là le résultat des désaccords systématiques entre d'un côté le secrétaire général et les membres RDPC (Rassemblement du Peuple Camerounais, parti au pouvoir) du conseil municipal, et de l'autre sa majorité UNDP, dont le président du conseil qui n'est autre que le fils de l'ancien président A. Ahidjo. Le délégué du gouvernement quant à lui, nommé par Paul Biya mais ami intime de la famille Ahidjo, tente désespérément de se positionner. Ce blocage perdure jusqu'à la création des communes d'arrondissement en 2007, suite aux lois de décentralisation de 2004.

19. 1960-1982.

20. Pourtant constitué à 85 % des ressources communales selon une estimation de M. Finken, *Gouvernance communale*, op. cit., p. 180, ou à environ 60 % selon, par exemple, le directeur des services techniques de la communauté urbaine de Garoua, entretien, Garoua, octobre 2008.

21. Entretien avec un agent municipal, Garoua, novembre 2010.

22. Voir F. Eboko, « Les élites politiques au Cameroun : le renouvellement sans renouveau ? », in J.-P. Daloz (dir.), *Le (non)-Renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Bordeaux, Cean, 1999, p. 99-133 ; R. Otayek, « La décentralisation comme mode de redéfinition de la domination autoritaire ? », communication au congrès de l'Association française de science politique, Lyon, 2005, <<http://sites.univ-lyon2.fr/congres-afsp/IMG/pdf/otayek.pdf>>.

23. M. Enguéléguélé, « Démocratie locale et délibération au Cameroun : l'exemple des municipalités », in P. Quantin (dir.), *Gouverner les sociétés africaines : acteurs et institutions*, Bordeaux, Karthala/Cean, 2005, p. 142.

24. F. Eboko, « Les élites politiques au Cameroun », art. cit., p. 115.

Cette dernière réforme territoriale, vue par l'opposition comme une manœuvre du gouvernement pour reprendre les villes, notamment celles du Septentrion²⁵, n'apporte pas d'amélioration notable dans le service public de gestion des déchets. Il faut attendre en effet mars 2009 pour qu'un nouveau délégué du gouvernement soit nommé par le président de la République, ce qui bloque une fois de plus toutes les activités de la nouvelle « communauté urbaine », dont la collecte des déchets qui lui revient. Et les mairies ne disposent pas encore des moyens humains, techniques et financiers suffisants pour assurer elles-mêmes la précollecte dans leur arrondissement. La répartition des charges et des prérogatives étant encore mal définie, chacun se renvoie la responsabilité de la prolifération des dépotoirs dans l'espace urbain. La solution tombera une fois encore « d'en haut ».

« *Et Dieu envoya Hysacam* »

Cette boutade est à mettre au compte de l'animateur d'un débat citoyen sur la gestion des déchets à l'Alliance Franco-Camerounaise, à Garoua en octobre 2008. En effet peu de temps avant, en août 2008, la gestion des déchets à Garoua et Maroua est reprise par Hysacam²⁶, société camerounaise privée mandatée par l'État pour tenter de remédier à la dégradation de la situation sanitaire locale. Les déchets sont à nouveau régulièrement ramassés selon un double système de bennes et de collecte « porte-à-porte ». Si cette intervention améliore notablement la salubrité des deux villes, elle contribue cependant à la complexification de « l'arène politique » de la gestion municipale des déchets. Pas moins de cinq types d'acteurs différents interviennent désormais, avec des difficultés à collaborer et à coordonner leurs actions : Hysacam, la communauté urbaine (CU), les mairies d'arrondissement, les autorités « traditionnelles » et l'État, représenté à la fois par le délégué du gouvernement, les sous-préfets nommés dans chaque arrondissement et les délégations ministérielles locales. Tandis que les citoyens n'ont qu'une compréhension nébuleuse et incomplète de ce paysage, ces différents acteurs entrent dans une véritable compétition pour jouir des retombées positives de l'intervention d'Hysacam. Comme dans nombre d'autres métropoles africaines, la gestion des déchets s'avère dans ce contexte plus « disputée » que « partagée »²⁷.

À Garoua, l'ordre d'enlèvement des tas d'ordures suscita d'abord de nombreuses querelles entre les différentes mairies d'arrondissements, selon leur coloration politique : par exemple lors du choix des premiers dépotoirs à nettoyer pour la cérémonie hautement symbolique du lancement des activités d'Hysacam, c'est d'abord le premier arrondissement de Garoua ou aux mains du RDPC ou qui fut sélectionné (en particulier le tas d'ordures se trouvant derrière le siège du parti au pouvoir), avant que la mairie d'opposition de Garoua II ne réclame et obtienne une intervention identique. Ensuite, l'annonce par Hysacam de la mise en place de bennes à ordures créa un véritable engouement pour ce dispositif technique de collecte, nouvel enjeu de prestige et de légitimité, ce qui fit craindre aux gestionnaires d'Hysacam une récupération politique de leurs activités et de leurs équipements.

De fait, le financement à 85 % en moyenne par l'État de l'intervention d'Hysacam dans les villes du Septentrion évoque surtout une tentative de recentralisation du pouvoir, par sa reprise en main des services publics de base, normalement dévolus dans le cadre de la décentralisation aux collectivités locales. Ces dernières, quant à elles, n'arrivent pas toujours à assumer leur part du contrat, comme la CU de Maroua qui en février 2011 ne s'était pas acquittée depuis deux ans de la quote-part de 20 % qu'il lui incombait de payer à Hysacam²⁸.

25. De fait, deux des trois nouveaux arrondissements de Garoua sont gagnés aux élections municipales de 2007 par le RDPC, tandis que l'UNDP conserve seulement le 2^e arrondissement.

26. Hygiène et Salubrité du Cameroun, entreprise privée de collecte et de traitement des déchets urbains, créée en 1969 à Douala, <<http://www.hysacam-proprete.com/index.php?mod=entreprise&vg=1>>, consulté le 14 février 2012.

27. É. Dorier-Apprill, C. Meynet, « Les ONG : acteurs d'une gestion disputée des services de base dans les villes africaines ? », *Autrepart*, n° 35, 2005, p. 19-37.

28. Entretiens avec le chef d'agence Hysacam, Maroua, février 2011, et avec un agent de la CU de Maroua, Maroua, février 2011.

Dans d'autres contextes autoritaires, ce processus étatique de reprise de contrôle politique sur les localités ne passe généralement pas par la fourniture des services publics, dont l'État préfère se « débarrasser » sur les communes, qu'elles soient d'opposition ou aux mains du parti en place²⁹. Mais dans le cas particulier du Nord Cameroun, dont le paysage politique reste encore fragmenté et pour une part acquis à l'opposition, la reprise en main du service local de gestion des déchets par l'État apparaît comme une tentative originale du gouvernement de se refaire une légitimité politique sur le terrain, notamment dans les bastions historiques de l'opposition comme Garoua³⁰.

En octobre 2008, le représentant d'Hysacam à Garoua soutient publiquement que « les déchets n'ont pas de coloration politique, parce que les déchets ne connaissent pas l'UNDP ni le RDPC »³¹. En dépit de cette volonté affichée de dépolitisation, la gestion des déchets représente à nouveau dans les villes du Grand Nord un enjeu politique d'importance, après plusieurs décennies de désengagement des autorités publiques. Une lecture alternative de l'évolution des rapports des citoyens et des représentants du pouvoir à Garoua et Maroua avec les déchets permet cependant d'aller plus loin que cette première analyse politique. Une véritable « gouvernementalité » par l'ordure a pu en effet être instaurée de longue date dans les deux villes, faisant notamment des lieux de dépôts d'ordures des « attributs » du pouvoir à part entière.

Le tas d'ordures comme attribut du pouvoir

Le dépôt de déchets dans un espace donné a souvent été analysé comme l'expression de son caractère non approprié³², dans la lignée de M. Douglas considérant la saleté comme une anomalie des systèmes de classification rejetée aux marges des espaces de vie³³. Pourtant, au cours de l'évolution urbanistique et politique de Garoua et Maroua, le déchet se voit toujours attribuer une place précise et socialement définie, le plus souvent auprès des lieux du pouvoir. Il revient au détenteur de l'autorité sur l'espace concerné de définir cette place, depuis le simple citoyen dans sa concession³⁴ ou sa rue jusqu'au chef de quartier, en passant par l'élu municipal. En effet, les grandes accumulations d'objets et de substances déchus sont considérées comme dangereuses, d'un point de vue sanitaire et hygiéniste notamment, mais aussi selon un registre magico-religieux. Celui-ci les identifie comme sources de « forces » surnaturelles potentiellement néfastes ne pouvant être contrôlées que par des individus puissants. Ces « forces » peuvent en outre être instrumentalisées à des fins positives, individuelles ou collectives, ce qui en fait un privilège et un enjeu du pouvoir. Une pareille ambivalence du déchet se déploie dans le cadre plus large des rapports entre pouvoir, culture matérielle et « surface sociale », oscillant dans le temps entre expression concrète de la richesse en biens et en « hommes », et symbole de pauvreté et d'infériorité.

Les grands tas d'ordures des chefferies du Diamaré : preuve d'ancienneté, signe de richesse et instrument du pouvoir

29. L. Fourchard (dir.), « L'État et la ville : Héritages historiques et nouvelles politiques de décentralisation en Afrique », in L. Fourchard (dir.), *Gouverner les villes d'Afrique : État, gouvernement local et acteurs privés*, Bordeaux, Karthala/Cean, 2007, p. 17 ; et R. Otayek, « La décentralisation », art. cit.

30. Phénomène que l'on retrouve également dans une certaine mesure à Nairobi : voir M. Mérimo, *Déchets et pouvoir*, op. cit..

31. Entretien avec le chef d'agence Hysacam, Garoua, octobre 2008.

32. Voir Y. Deverin-Kouanda, « Gestion des espaces collectifs : pratiques ouagalaises », *Espaces et sociétés*, n° 62-63, 1991 et M. Jolé, « Gérer ses résidus en public », art. cit.

33. M. Douglas, *De la souillure : essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte et Syros, 2001 [1^{ère} édition anglaise 1967].

34. Ensemble de bâtiments clôturé d'un mur d'enceinte, abritant une famille étendue, parfois des locataires.

Dans certaines anciens royaumes tchadiques, tels que celui Guiziga Bui Marva fondé dès le début du XVIII^e siècle sur le site de la future Maroua, ou encore celui Zumaya, plus à l'ouest dans la plaine du Diamaré, de grands tas d'ordures sont érigés devant les concessions des chefs et sur les frontières de leurs territoires. Ces grandes accumulations de déchets sont distinguées des petits tas d'ordures domestiques par un terme spécifique, comme *Kitikil A Bui*, le « tas d'ordures du chef », chez les Guiziga Bui Marva. Dans cette région-carrefour traversée au cours des siècles par de nombreuses populations, ces éminences se détachant du paysage de plaine soudano-sahélien à la végétation clairsemée avaient pour fonction revendiquée de marquer le territoire de la chefferie et de manifester son antériorité sur ce sol, garante de sa légitimité à y instaurer sa domination : « Le tas d'ordure, c'est une marque pour dire "je suis le premier !" »³⁵. En témoigne le mythe du partage du territoire autour de la future Maroua entre les Guiziga Bui Marva, Zumaya et Mofu³⁶ : à son arrivée sur le massif Marva, un chasseur guiziga se voit proposer un pacte par le chef zumaya habitant des lieux, afin de se partager le territoire au détriment des Mofu y résidant aussi. Les chefs guiziga et zumaya constituent chacun plusieurs grands tas d'ordures sur les limites du territoire convoité et devant leurs concessions respectives, pour les présenter aux Mofu comme des marques de la présence ancienne de leurs ancêtres sur ce sol. Ne possédant qu'un petit tas d'ordures, le chef mofu se retire avec les siens dans les monts Mandara proches, tandis que le chef guiziga bui marva obtient le contrôle de la zone de piémont, et donc du site de Maroua et que le chef zumaya hérite de celui de la plaine de Dugoi³⁷. Aujourd'hui, plusieurs grands tas d'ordures disséminés dans la plaine du Diamaré, quoique désormais peu alimentés, rappellent encore ce mythe et inscrivent dans le paysage la grandeur passée de ces vastes royaumes, dont ils sont souvent les derniers vestiges.

Mais ces grands dépotoirs érigés devant les concessions des chefs tchadiques avaient aussi une autre fonction : ils servaient à exprimer l'importance de leurs possessions et de leurs alliés. En effet, selon le principe de centralisation et de hiérarchisation qui prévalait dans ces royaumes, pouvoir et richesse allaient de pair, d'autant qu'il s'agissait certes d'une richesse en biens, mais aussi et surtout « en hommes », alliés et sujets. Le tas d'ordures du chef guiziga recevait ainsi tous les déchets de ses champs, de son bétail et de son cheval, ainsi que ceux issus de sa concession. Outre les nombreuses possessions du chef et la qualité de son train de vie, la hauteur de son tas d'ordures manifestait aussi le nombre important de ses épouses et de ses enfants, ou encore de ses notables. Surtout, son tas d'ordures se voulait l'expression de l'étendue de son pouvoir, évaluée en nombre d'alliés et de sujets. Chez les Zumaya, le chef obligeait ainsi ses vassaux et les habitants de son vaste royaume à venir régulièrement déverser leurs déchets sur son grand tas d'ordures en signe d'allégeance. Cette même logique préside à « l'élection » du premier chef par la taille de son tas d'ordures dans le mythe de fondation de la chefferie guiziga bui marva de Maroua : « Le chef guiziga bui marva avait le plus grand *Kitikil* parce qu'ils étaient plus nombreux dans sa concession et qu'ils venaient tous verser, plus les voisins. Les Mofu étaient moins nombreux que les Bui Marva, donc ils avaient un plus petit tas »³⁸. À partir de ce mode original de « vote par l'ordure », la grandeur du *Kitikil* de chaque prétendant à la chefferie révélait ainsi non seulement son ancienneté sur le territoire, mais aussi sa richesse, et surtout l'importance de ses soutiens respectifs.

« Le *Kitikil a Bui* est un instrument pour faire vivre longtemps la chefferie »³⁹. Cette sentence révèle enfin que dans ces royaumes tchadiques de l'Extrême Nord du Cameroun, l'ordure accumulée était aussi conçue comme dégageant une certaine « force » surnaturelle. Il était de

35. Entretien avec le *Massa Ay*, officiant de la chefferie guiziga bui marva, Kaliao, décembre 2009.

36. Les Mofu auraient résidé sur le site de Maroua depuis le XVII^e siècle, avant d'être repoussés sur les monts Mandara par les Guiziga Bui Marva au début du XVIII^e siècle. L'installation des Zumaya, dont on sait peu de choses, dans la plaine du Diamaré, serait contemporaine ou légèrement antérieure à celle des Guiziga : C. Seignobos et O. Iyebi Mandjek, *Atlas de la province Extrême-Nord*, op. cit., p. 50.

37. Entretien avec des descendants et officiants de la chefferie bui marva, Kaliao, novembre 2008, et Kossewa, février 2010.

38. Entretien avec le *Bui Kuli*, officiant de la chefferie guiziga bui marva, Kaliao, janvier 2008.

39. Entretien avec un descendant de la chefferie guiziga bui marva, Kossewa, février 2010.

l'intérêt et de l'apanage des chefs de la concentrer et de la renforcer encore en un grand tas devant leur concession, en y adjoignant un certain nombre d'éléments également « chargés » : corps de la mère du premier chef, outils de forgeron et déchets de fer chez les Zumaya ou encore substances vues comme particulièrement impures, crâne d'un individu mort de la variole⁴⁰, fer de houe et têtes de nombreux animaux « sacrés » chez les Guiziga Bui Marva.

Le chef se devait enfin d'attirer dans son grand tas d'ordures diverses entités surnaturelles, génies des lieux comme les *setene*⁴¹ tortue et caïman des Guiziga, qui profitaient de l'humidité du dépotoir pour venir y pondre leurs œufs. Dans le mythe de fondation de la chefferie de Maroua, ce sont donc tous ces éléments présents dans le tas d'ordures du prétendant guiziga qui en font le premier chef : « Le tas d'ordures du chef guiziga était plus fort que celui des Mofu parce qu'il était plus grand, et aussi à cause de la présence des *setene*. Les Mofu n'avaient que la tête de varioleux enterrée, pas les *setene* »⁴².

Les grands tas d'ordures de ces chefferies tchadiques étaient ainsi « chargés » d'une conjonction d'« énergies » diverses, qui contribuaient ensemble à faire de ces amoncellements de déchets des objets « actifs » dans le paysage. Investis d'une puissance versatile et ambivalente, associée à la fois à la vie et à la mort, ils pouvaient se révéler par là aussi bien néfastes que bénéfiques. Ainsi à Kaliao, deuxième capitale du royaume guiziga bui marva après la prise de Maroua par les Peuls à la fin du XVIII^e siècle, les anciens affirment aujourd'hui que « le *Kitikil a Bui* est toujours puissant, il tue toujours. Il ne sert qu'à ça, qu'à tuer. Il tue facilement, il est méchant »⁴³. Habité d'une force sauvage et vorace, il rend stérile les femmes en menstrues, fait avorter celles enceintes passées à sa portée et n'hésite pas à attaquer quiconque lui met le feu ou tout simplement lui monte dessus sans l'autorisation de son seul maître, le chef bui marva. En effet, en dépit de ces dangers, si les chefs prenaient le risque d'ériger un grand tas d'ordures devant leur concession, c'est parce qu'ils pouvaient domestiquer et instrumentaliser la « puissance » des déchets accumulés et des divers éléments « chargés » enterrés en leur sein. Dans les chefferies zumaya et guiziga, les grands tas d'ordures ont ainsi longtemps accueilli les ordalies jugeant la sorcellerie. Ils étaient également associés à la prospérité et à la longévité de ces royaumes. En pays guiziga bui marva, la présence des *setene* caïman et tortue dans le *Kitikil a Bui* lui garantissait de bonnes pluies, tout en le protégeant des attaques ennemies : « Quand les Fulbæ⁴⁴ partent attaquer le chef de Kaliao, ils n'arrivent pas, les *setene* du *Kitikil* le protègent. Lorsque les Fulbæ partent l'attaquer, à mi-chemin ils perdent leur route, ils ne voient plus le massif Kaliao, alors ils reviennent. Ou lorsqu'ils arrivent au bord de la rivière Kaliao, elle s'est inondée, les cavaliers peuls n'arrivent pas à la traverser. Quand les cavaliers sont repartis, il n'y a plus d'inondation. Les *setene* retournent dans le *Kitikil a Bui* »⁴⁵.

Dans ces grands royaumes du Diamaré, l'accumulation d'une quantité importante de déchets devant la concession des chefs leur permettait donc d'organiser et d'instrumentaliser l'énergie dégagée par l'ordure et les entités surnaturelles y résidant. D'une « force » sauvage, vorace et morbide par essence, les chefs se devaient de constituer une « puissance » domestiquée, servant leurs intérêts et ceux de toute la communauté.

L'éthique musulmane, le code de conduite peul et l'occultation des déchets

L'importance des tas d'ordures des chefs locaux n'échappe pas aux conquérants peuls arrivés au début du XVIII^e siècle dans la région. Mais en tant que premiers citadins, les populations

40. Voir C. Seignobos, « La variole dans le Nord-Cameroun : représentation de la maladie, soins et gestion sociale de l'épidémie », *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 31, n° 1, 1995, p. 149-180.

41. Terme guiziga emprunté à l'arabe « sheytan » qui désigne des entités invisibles dotées de pouvoirs surnaturels, pouvant parfois prendre forme animale, voir C. Seignobos et H. Tourneux, *Le Nord Cameroun*, op. cit., p. 101.

42. Entretien avec un officiant de la chefferie guiziga bui marva de Kaliao, Kaliao, janvier 2008.

43. Entretien avec le *Bui Kuli*, officiant de la chefferie guiziga bui marva, Kaliao, novembre 2008.

44. *Fulbæ* (pl., *Pullo*, sing.) : terme de fulfulde par lequel les Peuls se désignent eux-mêmes.

45. Entretien avec un descendant de la chefferie guiziga bui marva, Adia, février 2010.

islamo-peules introduisent aussi de profonds changements dans les conceptions et les pratiques de gestion de l'ordure, en lien avec l'éthique musulmane, le code de conduite peul, appelé *pulaaku*⁴⁶ et le nouvel art de gouverner les villes.

Aux origines de Garoua et Maroua, l'habitat demeurant espacé, les individus avaient pour pratique d'entasser leurs déchets ou de les épandre directement sur les champs près de leurs concessions. L'ordure patiemment accumulée et utilisée comme engrais ne semblait alors assujettie d'aucune valeur dépréciative, mais représentait plutôt une véritable richesse. En outre, son accumulation en grand tas, *jiddere*, devant les concessions constituait un signe tangible de l'enrichissement de certains citadins. Dans le système économique peul, où la richesse s'exprimait en nombre de têtes de bétail, on savait reconnaître aux grands tas de fumier devant leurs concessions les plus grands « possédants » de Maroua :

« Autrefois ceux qui étaient riches, c'était ceux qui avaient au moins dix moutons, dix chèvres, dix bœufs, ou deux chevaux. Le matin, leurs esclaves ramassaient les excréments et faisaient un *jiddere* avec devant la concession. Alors quand on voyait ça, on ne disait rien, mais on savait que le gars était riche »⁴⁷.

Mais rapidement, la diffusion de l'éthique musulmane de la propreté et de la pureté, et du code de conduite peul de la pudeur et de la dissimulation des besoins naturels induit chez les premiers citadins un mouvement de conservation des déchets au sein leurs concessions.

La prise du pouvoir par les conquérants peuls au début du XIX^e siècle met ainsi fin à la création « officielle » de grands tas d'ordures dans les chefferies locales. Les *lamiibœ*, chefs peuls, inaugurent dans les villes toute récentes qu'ils administrent désormais une période d'occultation des déchets. À l'inverse de la logique d'ostentation qui présidait à la création des grands tas d'ordures des chefs tchadiques, le train de vie des élites de Garoua et Maroua doit désormais rester discret, selon l'éthique peule de la retenue qui exige d'en dissimuler les manifestations, à commencer par les restes des activités du quotidien, et notamment des repas : « Les chefs peuls eux-mêmes ne sortaient pas leurs déchets. On ne peut pas voir qu'un chef consomme le *follere* [oseille de Guinée] ou quoi ! »⁴⁸. La doctrine hygiéniste des administrateurs coloniaux européens, prônant la mise à distance de l'ordure à la périphérie des espaces de vie, viendra mettre un terme définitif, en ville, à l'exposition des déchets sous forme de grands tas d'ordures comme emblèmes de richesse.

La conquête peule initia également l'islamisation des populations de la région, dans le sillage du Jihad lancé en 1804 depuis l'empire du Sokoto par Usman Dan Fodio⁴⁹. Le discours musulman orthodoxe condamna les croyances et les tentatives d'instrumentalisation de la « puissance » du tas d'ordures et de ses entités, qui détournaient les fidèles du seul Dieu et de la « vraie » foi. Dans les capitales des chefferies conquises, comme Maroua ou Zumaya Lamoorde, les nouveaux chefs peuls prirent soin de réciter des versets coraniques et de construire des mosquées à proximité ou directement sur les grands tas d'ordures afin de neutraliser leur « force » et leurs « génies » au service des anciens chefs « païens »⁵⁰.

Pourtant, pour les populations islamisées du Nord Cameroun, l'ordure avait également à voir avec le pouvoir. Dans le secret de leurs concessions, nombre de « grands » érigeaient aussi un *jiddere* à partir des déchets de leurs maisonnée, de leurs champs, de leur bétail et de leurs

46. M. De Bruijn et A. Breedveld, « L'image des Fulbe. Analyse critique de la construction du concept de *pulaaku* », *Cahiers d'études africaines*, vol. 36, n° 144, 1996, p. 791-821 ; E. Boesen, « *Pulaaku*. Sur la foulanté », in R. Botte, J. Boutrais et J. Schmitz (dir.), *Figures peules*, Paris, Karthala, 1999, p. 83-97.

47. Entretien avec un notable du lamido de Maroua, Maroua, mars 2011.

48. Entretien avec le chef du quartier Fulbere, centre historique de Garoua, et notable du lamido de Garoua, Garoua, décembre 2010.

49. C. Seignobos et O. Iyebi Mandjek, *Atlas de l'Extrême-Nord*, op. cit., p. 54.

50. Entretiens avec le chef peul de Zumaya Lamoorde, ancienne capitale du royaume Zumaya, décembre 2009, avec un notable du lamido de Maroua, Maroua, janvier 2011 et avec des notables et descendants de la chefferie *guiziga bui marva*, Kaliao, février 2011.

chevaux, pour y cacher des amulettes afin d'attirer de puissants *ginnaaji*⁵¹. Un proverbe peut rapporter ainsi que « le tas d'ordures ne parle pas, ne voit pas et n'entend pas, mais ce qui est dedans parle, voit, entend », faisant référence à demi-mots aux « forces » occultes animant et résidant dans les grandes accumulations de déchets.

De pair avec l'éthique peule, *pulaaku*, cette dissimulation des tas d'ordures des chefs intervient dans le cadre d'une mystique musulmane fondée sur la notion de « secret », *sirri*, permettant d'obtenir richesse et pouvoir par des voies occultes, connues des seuls initiés (théologiens, marabouts, imams) et des puissants qu'ils servent. Ainsi, à la différence des chefferies tchadiques, la force et les entités surnaturelles qui résident dans le tas d'ordures caché au cœur de la concession du chef constituent pour les populations islamo-peules un « secret du pouvoir » qui ne sert que ses intérêts. Ce tas d'ordures est aussi conçu comme intimement lié à la personne du chef. Il doit donc rester inaccessible à tout individu extérieur à sa maisonnée qui pourrait tenter de lui nuire en y cachant un charme maléfique ou en y volant des objets pour mieux le « maraboutiser ». Jusqu'à aujourd'hui, le lamido de Maroua n'évacue pas ses déchets hors de son palais et ce n'est que tout récemment, avec le nouveau service de collecte « porte-à-porte » proposé par Hysacam, que le lamido de Garoua a accepté de faire collecter les siens, avec toutefois un maximum de précautions :

« Chez le lamido avant on ne sortait pas les déchets [í]. Finalement maintenant avec Hysacam ce sont deux gars qui viennent avec leurs poubelles à roulettes pour enlever les déchets directement dans sa concession. Ce sont toujours les mêmes gars, on a vérifié que ce sont des personnes de confiance, au début quand ils sont venus demander les déchets, on leur a dit : "il n'y a rien", plusieurs fois comme ça, et au bout d'un moment on les a finalement laissés prendre »⁵².

Si les chefs peuls et leurs notables veillent à conserver leurs déchets chez eux, ils exigent en revanche rapidement des citadins qui ne peuvent se permettre de stocker leurs déchets dans leurs concessions du fait de la densification du bâti au tournant des XIX^e et XX^e siècles qu'ils viennent les déposer à proximité des chefferies :

« Le chef pouvait demander qu'on jette devant chez lui comme un terrain neutre, pour contrôler qu'on ne jette pas n'importe où, et surtout pour que cela ne crée pas de conflits, ou pour gérer les conflits entre les gens [í] Comme ça il pouvait surveiller depuis chez lui avec ses notables »⁵³.

Les tas d'ordures devant les lieux du pouvoir n'expriment plus alors l'ancienneté du chef sur le sol ni sa richesse, mais plutôt sa capacité à exercer un contrôle strict sur l'espace collectif, et par là même sur les citadins qui y évoluent. Le *pulaaku* institue aussi la propreté de la maison et la maîtrise des déchets qui y sont produits comme une qualité primordiale de toute bonne famille. Celle-ci se doit aussi d'entretenir les espaces collectifs : « Même à Fulbere [quartier historique de Garoua, à dominante peule] dans mon enfance, les femmes d'une concession étaient chargées de balayer la rue de leur devanture depuis leur *jaoleeru* [vestibule d'entrée] jusqu'au suivant, et de jeter du sable pour que les gens ne piétinent pas »⁵⁴.

La capacité à contrôler ses déchets et à assurer la propreté de son espace de vie sert finalement aux citadins fulbè à se démarquer des autres populations citadines, vis-à-vis desquelles ils s'érigent en modèles. En utilisant comme outil de discrimination la valorisation de la propreté

51. Êtres surnaturels invisibles et ambivalents issus de la brousse, appelés aussi « génies » en français local, englobés sous l'influence de l'islam dans la notion plus large de « jinne »/ « djinn ». Voir H. Tourneux, « Les animaux, supports de génies chez les Peuls du Diamaré », in C. Baroin et J. Boutrais (dir.), *L'Homme et l'animal dans le bassin du Lac Tchad. Actes du colloque du réseau Méga-Tchad, Orléans, 15-17 octobre 1997*, Paris, IRD Éditions, 1999, p. 263-275.

52. Entretien avec le chef du quartier Fulbere et notable du lamido de Garoua, Garoua, décembre 2010

53. Entretien avec un notable du lamido de Maroua, Maroua, mars 2011.

54. Entretien avec Mme la maire de Garoua II, Garoua, janvier 2011.

et d'un contrôle sur le déchet, ils tentent ainsi d'instaurer leur mode de vie comme référentiels du « savoir habiter » urbain et de légitimer leur domination sur des populations locales. Les populations autochtones non peules et non islamisées, dites *kirdi*⁵⁵, adeptes des cultes locaux ou chrétiens, sont ainsi présentées en miroir comme archétypes de la saleté et de la perte de contrôle sur les déchets qui envahiraient « leurs » quartiers et leurs espaces de vie privés : « À Doualare, les gens sont trop sales là-bas. C'est un vieux quartier, à la base ce sont des Kirdi qui étaient là-bas, puis des Fulbø sont venus s'installer. Il y a donc des Fulbø là-bas, mais si tu dis à quelqu'un "Doualarejo" [habitant de Doualare], c'est déjà une insulte ! »⁵⁶. Aujourd'hui, ces catégories d'opposition sont toujours fréquemment mobilisées dans les discours des citadins, comme dans celui des élites locales.

Du tas à la benne à ordures : stigmates, armes ou emblèmes contemporains du pouvoir

Un embryon de service public de collecte est mis en place à la fin la période coloniale, avant d'être repris et développé par l'administration camerounaise. Dans la continuité du code de conduite islamo-peul, et sous l'influence des théories hygiénistes diffusées sous l'administration coloniale⁵⁷, il s'agit désormais pour les autorités de dissimuler les déchets au regard et à l'odorat, en les éloignant le plus possible des espaces de vie afin d'en neutraliser les multiples nuisances (sanitaires, esthétiques, fonctionnelles, sociales). Des points de dépôt sont matérialisés, notamment par quelques bennes à ordures, et les déchets sont collectés régulièrement pour être reversés, sans plus de traitement qu'une incinération sommaire, dans les zones urbaines vagues et périphériques, là où résident des populations plus défavorisées, souvent chrétiennes et/ou *kirdi*.

Stigmatiser par le déchet

À partir des années 1980 cependant, les deux villes de Garoua et Maroua voient leur service de collecte des déchets se dégrader. C'est alors l'ensemble de l'espace public urbain, et non plus les seuls quartiers *kirdi*, qui se trouve peu à peu envahi par de nombreux dépotoirs. La déliquescence de la gestion municipale des déchets révèle pour les citadins des deux villes l'incapacité des élites politiques, traditionnelles comme administratives, locales comme nationales, à gérer la communauté. À Garoua, tel le stigmate de l'échec du pouvoir en place, l'immense tas d'ordures derrière le siège du RDPC témoigne à la fois du délaissement de la ville par l'État et de l'incapacité de celui-ci à pouvoir entretenir ses propres lieux de représentation.

De la même façon, une grande quantité de déchets accumulée dans un quartier ne représente plus désormais la richesse de ses habitants et de son élite, mais plutôt son dénuement et son déclassement par rapport aux autres quartiers. Pour les habitants et chefs traditionnels des quartiers populaires chrétiens et *kirdi*, c'est la marque de leur abandon par les autorités municipales et de l'accaparement de la manne publique par les quartiers islamo-peuls et leurs élites, à la tête des deux villes :

« Dans les autres quartiers ils ont des grandes fortunes, des grandes familles. Ce sont des capitalistes ! Ils gardent pour eux seuls, et un peu pour le quartier. Mais ici on n'a pas ça, on n'avait pas le droit de rester là avant, et le quartier n'existe pas depuis longtemps. C'est pour ça aussi que l'argent n'arrive jamais ici ! »⁵⁸.

55. Pour l'étymologie et l'histoire de ce terme, voir C. Seignobos et H. Tourneux, *Le Nord Camerouni*, op. cit., p. 154-155.

56. Entretien avec un chef de famille peul, Maroua, mars 2011.

57. Voir dans le cas du Sénégal, M. Echenberg, *Black Death, White Medicine: Bubonic Plague and the Politics of Public Health in Colonial Senegal, 1914-1945*, Oxford, James Currey, 2002.

58. Entretien avec un notable du quartier Rumde Ajia, Garoua, novembre 2010.

En l'absence d'un système municipal de recueil des déchets, les citoyens choisissent de s'en débarrasser dans les espaces non bâtis, les berges des fleuves, ruisseaux, ravines et mares d'eau stagnantes, autant de « trous » dans la trame urbaine dense. Les lieux collectivement partagés reçoivent ainsi une quantité importante de déchets, déposés sur les axes de circulation, les carrefours, devant les commerces, les bars et les lieux de culte, près des écoles et des hôpitaux, etc.

Dans ce contexte d'invasion par l'ordure, l'évacuation des déchets dans les espaces collectifs fait l'objet de conflits fréquents entre voisins. Le déchet est aussi utilisé par les citoyens comme « arme », moyen d'agression ou de provocation entre eux : ainsi des femmes d'une même concession qui projettent d'aller déverser leurs « poubelles » devant la porte d'un voisin jugé désagréable, des infortunes d'une pharmacie aux prises avec un dépotoir qu'« on a créé pour la tuer, pour qu'elle ait zéro client et qu'elle se retire, pour des rivalités politico-machin »⁵⁹ ou encore de certains bars de Garoua : « Au niveau du RDPC il y avait des bars, il paraît qu'il y avait une rivalité, les gens ont créé un dépotoir et du coup quand on venait prendre sa boisson, vous êtes envahis de mouches. Donc ça ne donne aucune envie de venir prendre un pot là ! C'était stratégique pour certaines personnes... C'était encouragé qu'on déverse chez le voisin ! [í] Le tas d'ordures, c'est une arme pour certains »⁶⁰. L'ordure est cette fois délibérément déversée sur un territoire approprié, dont on cherche à aggraver le propriétaire en dégradant son bien. La pratique semble particulièrement courante dans les quartiers islamo-peuls, où le jet de déchets devant ou dans la concession de quelqu'un représente une offense suprême, tout en ayant l'avantage de pouvoir être réalisé nuitamment sans trahir ainsi le *pulaaku* qui impose retenue, politesse et contrôle de soi à chacun et en toutes circonstances : « Moi-même on m'a lancé plusieurs fois des déchets dans un sac sur mes femmes qui discutaient dans la concession [í]. Même la merde une fois dans le sac plastique on m'a envoyé ça ! [í] Oui, la provocation avec le déchet c'est beaucoup, les gens qui font exprès de venir déposer devant ta porte »⁶¹.

Corrompre par la poubelle

Peu étonnant dans ce contexte que l'intervention de Hysacam en 2008 soit largement applaudie par les citoyens et les acteurs politiques de Garoua et Maroua. Elle représente aussi pour certains l'occasion de redorer le blason de leurs quartiers, et pour les élites de signifier l'étendue de leur richesse en biens et « en hommes », mais aussi leur légitimité politique. Aussi la société de collecte est-elle rapidement assaillie, au grand dam de son représentant local, par de nombreuses demandes émanant des différentes institutions politiques comme des notabilités locales : « Parce que, au départ, lorsque j'ai positionné les bacs dans certains services publics, mais j'ai eu des coups de fils, qui disaient : "Mais mon service n'a pas de bac !" Pour eux c'est une forme d'affirmation ! Le fait qu'on dépose un bac chez tel sous-préfet et pas chez tel autre, ça veut dire que ce sous-préfet est plus important que cet autre ! »⁶².

À côté de cet engouement pour les nouvelles bennes à ordures, la poubelle à roulettes en plastique devient aussi le dernier objet à posséder pour les élites politiques et économiques de Garoua et de Maroua. Néanmoins, on ne peut conclure à une revalorisation de l'ordure comme « signe extérieur de richesse » : c'est désormais son contenant le plus « moderne » qu'on convoite, et non plus l'accumulation de déchets elle-même. Et si on demande à Hysacam de le déposer non loin de chez soi, afin de réduire la distance à parcourir pour y jeter ses déchets et de rappeler qui est l'initiateur de son dépôt, on veille aussi à ne pas l'avoir directement devant sa concession, afin de ne pas en dégrader le cadre et de ne pas être gêné par ses éventuelles nuisances. Un véritable casse-tête pour la société de collecte, qui en a

59. Entretien avec le chef d'agence Hysacam, Garoua, octobre 2008.

60. *Ibid.*

61. Entretien avec le chef du quartier Fulbere et notable du lamido, Garoua, décembre 2010.

62. Entretien avec le chef d'agence Hysacam, Garoua, novembre 2008.

néanmoins pris son parti en offrant l'objet tant convoité aux notabilités locales, comme cet agent haut placé de la CU de Garoua : « Hysacam en a aussi fait cadeau aux gens comme moi et aux institutions. Un jour, M. d'Hysacam m'a demandé où se trouvait ma maison, je pensais qu'il allait m'amener un sac de maïs ou de riz, et en rentrant j'ai trouvé la poubelle. C'est la corruption par la poubelle (rires) ! »⁶³

Enfin, l'intérêt des populations et des autorités pour les équipements de collecte des déchets disposés par Hysacam n'est pas sans avantages pour la société : « Allez un peu ici, à carrefour Fédéral, il y a un bac, [í] mais il est comme un décor, je vous dis que c'est un pot de fleurs ! Il est propre ! Il est bien entretenu, personne ne déverse à même le sol ! »⁶⁴. Faute d'avoir assez d'influence pour obtenir une benne devant chez soi, certains citoyens prennent en effet un soin tout particulier à entretenir celles de leur quartier, s'érigeant parfois même en gardien et n'hésitant pas rabrouer quiconque viendrait à « salir » le bac et ses alentours, s'arrogeant ainsi un certain ascendant sur leur rue et leurs voisins.

Dompter l'ordure

Nombre de citoyens ó musulmans, adeptes des cultes locaux et, dans une moindre mesure, chrétiens ó considèrent aujourd'hui que les tas d'ordures abritent conjointement une « force » surnaturelle et des entités invisibles attirées par celle-ci, *ginnaaji*, des « génies » que seuls les « grands » peuvent instrumentaliser à leurs fins. Les représentations des populations locales, considérant que l'accumulation ancienne d'ordures entrées en putréfaction produit une « force » qui attire des « esprits des lieux », ont rencontré la mystique musulmane des populations islamo-peules. Celle-ci considère en effet que les lieux d'ordures hébergent des djinns invisibles, dotés de pouvoirs néfastes, mais pouvant être sollicités via des pratiques maraboutiques pour un profit personnel⁶⁵. Ce double discours occulte, local et musulman, transmis dans les foyers et à l'école coranique, fait du tas d'ordures la « maison » des « génies », l'un des rares lieux en ville où ils aiment élire domicile. Nombre de ménagères musulmanes veillent ainsi à ne pas les déranger lorsqu'elles vont jeter leurs déchets, de peur d'attirer leur courroux, comme l'explique avec précision Ada, ménagère kanuri :

« Entre minuit et 4h, à midi et à 18h, c'est là où les *ginnaaji* font leur ménage, lavent les assiettes, alors on les dérange. Si tu dois sortir, il faut les prévenir, demander pardon en disant "bismillaïh", et dire une sourate pour ceux qui connaissent. Sinon si tu jettes de l'eau par exemple, et que ça tombe sur les enfants du *ginnaaji*, certains [génies] vont dire "bah, cette pauvre femme est aveugle", mais d'autres vont dire "si elle refait ça demain, elle va voir ! »⁶⁶.

Du fait de la présence de ces « génies », mais aussi de la « force » qu'ils génèrent, les tas d'ordures de Garoua et de Maroua, notamment les plus anciens et imposants, sont aussi le théâtre nocturne de nombreuses opérations occultes. Ils interviennent souvent dans les prescriptions des marabouts et guérisseurs pour obtenir la richesse ou nuire à ses ennemis. Pour la richesse, la médiation se fait avec les *ginnaaji* qui résident sur le tas, eux-mêmes vus comme de grands amateurs « d'endroits sales, mais aussi de là où il y a de l'or et des diamants »⁶⁷. Mais lorsqu'il s'agit de nuire, on sollicite tout autant la malfaisance des « génies » que la force néfaste émanant des déchets : « On fait ça beaucoup dans le tas d'ordures parce qu'il y a beaucoup de corps étrangers qui se rassemblent. Ce ne sont pas que les génies, c'est la place aussi qui est mauvaise, donc pour faire le mal ça joue bien »⁶⁸. Celui

63. Entretien avec un agent de la communauté urbaine, Garoua, novembre 2010.

64. Entretien avec le chef d'agence Hysacam, Garoua, novembre 2008.

65. Voir A. M. Amir-Moezzi (dir.), *Dictionnaire du Coran*, Paris, Robert Laffont, 2007, p. 359.

66. Entretien avec une ménagère musulmane kanuri, Garoua, octobre 2009.

67. Entretien avec une ménagère musulmane haoussa, Garoua, janvier 2007.

68. Entretien avec un marabout haoussa, Garoua, octobre 2009.

qui entreprend ces manipulations tente donc de dompter les énergies contenues dans le tas d'ordures pour les instrumentaliser à ses fins, non sans risques⁶⁹.

Aujourd'hui, les lieux d'accumulation d'ordures sont conçus comme des objets du paysage urbain plus que jamais « actifs » et doublement dangereux, tant par les nuisibles et les maladies qu'ils abritent, que par la « force » morbide qu'ils génèrent et les entités surnaturelles potentiellement malveillantes qu'ils attirent. Malgré le discours sanitaire et hygiéniste dominant chez les citoyens comme les autorités publiques, la récurrence des pratiques maraboutiques sur les lieux d'ordures notamment témoigne de la permanence des représentations associant ordures, forces occultes et pouvoir en ville. Elles restent présentes à l'esprit de chacun et influencent souvent les analyses de la gestion politique des déchets dans les deux villes. En témoignent ces propos du vieux chef d'un quartier populaire de Garoua, dont la concession jouxte l'un des derniers grands dépotoirs de la ville :

« Le problème aussi, c'est que les *ginnaaji* empêchent la décision, donc chaque fois qu'un préfet est venu, il n'a pas pris la décision. C'est sûr que c'est l'influence du *ginnaaji* ! [] Par contre en gros groupe, quand on est beaucoup comme le *Gomna* [l'État] ou la société, on peut prendre la décision ensemble, et le *ginnaaji* ne peut pas attaquer tout le monde ! »⁷⁰.

Ces conceptions de l'ordure sont pareilles à la sorcellerie analysée comme discours populaire explicatif des ruptures politiques, sociales et économiques de la modernité⁷¹ : elles semblent « bonnes à penser » les blocages politiques et la capacité de certains, ou au contraire leur incapacité, à gérer la ville.

Selon l'« effet Magritte » défini par J.-P. Warnier, nombre de chercheurs ont pris « le tableau pour la pipe, la représentation du corps pour le corps » et les discours sur le corps pour la façon dont il est effectivement vécu⁷². J.-P. Warnier prend également l'exemple des rapports aux déchets, analysés par exemple par M. Douglas seulement à travers « la norme verbalisée » dans l'Ancien Testament, mais dont une ethnographie des pratiques révélerait au contraire « à quel point les catégories sont mouvantes et contestées, prisonnière des rapports de pouvoir, lorsqu'il s'agit de corps humains réels et de substances matérielles engagées dans des pratiques »⁷³.

De même dans le contexte urbain nord-camerounais, on peut s'arrêter aux discours révélant le caractère éminemment politique de l'« arène » de la gestion publique des déchets. Pourtant, la prise en compte des modes de manipulation du déchet et de la place qu'on lui octroie dans l'espace le révèlent au-delà comme un objet profondément ambivalent, perçu en étroite connexion avec les détenteurs du pouvoir. Cela va de pair avec l'analyse des représentations se rapportant à la culture matérielle, à l'éthique de vie et au domaine magico-religieux, construites à partir de référents anciens nourris des évolutions et des bouleversements contemporains.

En ce sens, les autorités et les citoyens de Garoua et Maroua ont défini une « gouvernamentalité » spécifique de la gestion des déchets. Par celle-ci, chaque individu, et plus particulièrement les représentants successifs du pouvoir en place, tentent d'imposer leur ascendant sur leurs administrés et leurs espaces de vie, mais aussi de mettre en scène leur capacité à diriger la communauté. Ils le font d'abord en instituant le grand tas d'ordures comme emblème et source du pouvoir, en faisant parfois participer les populations à son

69. É. Guitard, « Le fou, le génie et le tas d'ordures : la passion des déchets comme marqueur de la folie dans la ville de Garoua (Nord-Cameroun) », in E. Rothmaler, H. Tourneux, R. Tchokothe (dir.), *Man and Health in the Lake Chad Basin*, Bayreuth, Rüdiger Köppe Verlag, 2012, p. 91-108.

70. Entretien avec le chef du quartier Rumde Ajia, Garoua, novembre 2008.

71. Voir P. Geschiere, « Sorcellerie et modernité, retour sur une étrange complicité », *Politique africaine*, n° 79, octobre 2000, p. 17-28.

72. J.-P. Warnier, *Régner au Cameroun*, op. cit., p. 26.

73. *Ibid.*, p. 27.

érection. Ensuite, ils l'instituent au contraire comme privilège secret des « grands », en imposant son occultation. Enfin, après une période de crise et de blocage politique où l'ordure leur échappe, en organisant sa collecte et son évacuation « moderne et scientifique »⁷⁴, ils en font l'expression de leur légitimité retrouvée à gérer la ville.

L'analyse des évolutions du rapport aux déchets à Garoua et Maroua constitue alors une porte d'entrée originale vers la conception locale du pouvoir, telle qu'elle s'est historiquement définie à travers les multiples influences et les nombreux mouvements de populations qu'on connaît cette région carrefour du Cameroun. Le déchet accumulé en quantités ou son réceptacle signale l'appropriation et le contrôle d'un espace ou au contraire son abandon. Sa conception oscille entre signe et source de richesse d'un côté, symptôme de pauvreté et de déclassement de l'autre. Il est enfin conçu comme dégageant une force surnaturelle versatile et ambivalente qui attire des entités néfastes, pouvant cependant être instrumentalisées à des fins bénéfiques, et abritant germes et microbes vecteurs de maladies. Le leader (qu'il soit chef traditionnel, maire d'arrondissement, sous-préfet, délégué du gouvernement, voire chef de l'État) se doit donc, en tant que « maître du désordre »⁷⁵, de soumettre cette force par essence dangereuse et destructrice, de la domestiquer et de la circonscrire dans un espace bien défini – devant sa concession, au cœur de celle-ci, ou dans de nouvelles bennes – pour son seul profit ou pour celui de toute la communauté.

De la même façon que M. Douglas soulignait la proximité entre « déchet », « désordre » et « pouvoir »⁷⁶, cet usage légitime par le chef de la puissance ambivalente de l'ordure révèle la nature profondément ambiguë du pouvoir dans ces deux villes camerounaises, résumée par A. Adler :

« L'idée d'une inclination vers le bien comme don inné accordé à un individu et donc d'un bien en soi est étrangère aux cultures africaines. Il y a un bien, ou plutôt il n'y a de bien que dans la lutte contre les diverses formes du mal, dans la résistance au mal, dans l'effort pour détourner ou pour contenir les forces de destruction, comme on endigue un cours d'eau pour se protéger d'éventuelles inondations »⁷⁷.

Le chef ne doit donc pas seulement être patient, mais aussi puissant, par sa détention d'un pouvoir à la fois néfaste et bénéfique, mortifère et prodigue, autrement dit « comme un grand tas d'ordures ».

Émilie Guitard
Université Paris Ouest La Défense
LESC/IRD/CEMAF

Abstract

The chief and the trash heap: waste management policy as a political arena and an attribute of power in Cameroon

In Garoua and Maroua, North Cameroon, authorities maintain an ambivalent long-standing relationship with garbage. Waste piled up in specific places turns out over time to be an emblem, a source or a manifestation of political authorities' ability or inability to manage the town and the city-dwellers. The diachronic study of ways of perceiving and managing waste in this context are key to understand local political stakes and conflicts. It also highlights the essence of power, as it is conceived in these two mid-size African towns.

74. Entretien avec le chef d'agence Hysacam, Garoua, novembre 2008.

75. B. Hell, *Possession et chamanisme. Les maîtres du désordre*, Paris, Flammarion, 2002.

76. M. Douglas, *De la souillure*, op. cit., p. 111.

77. A. Adler, *Roi-sorcier, mère-sorcière. Parenté, politique et sorcellerie en Afrique Noire*, Paris, Éditions du Félin, 2006, p. 27.